



RÉSUMÉ

ELECTIONS EUROPÉENNES • MAI 2024



© urbazon/iStock

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 À LA LOUPE Que réservent les partis belges à la nature et au climat ?

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En prévision des élections européennes de 2024, le WWF a contacté les partis politiques belges pour évaluer leurs positions sur les questions environnementales et climatiques à aborder au niveau européen, en comparant leurs réponses avec nos propositions pour faire face aux crises du climat et de la biodiversité.

Les résultats révèlent un soutien multipartite en faveur de la poursuite du Green Deal européen comme priorité du prochain mandat. Sur certaines questions, les partis font preuve d'un soutien unifié en faveur des objectifs climatiques et environnementaux. **Notre analyse révèle que tous les partis ayant répondu, à l'exception de la N-VA, soutiennent le maintien du Green Deal comme priorité et huit d'entre eux sur douze acceptent de nouvelles mesures législatives pour faire avancer le Green Deal. Tous se montrent en faveur de l'adoption de solutions fondées sur la nature** pour lutter contre le changement climatique, et de la fin de l'utilisation des combustibles fossiles. La protection de la nature est également soutenue : tous les partis s'engagent à augmenter le financement pour la conservation de la nature, à améliorer la santé des écosystèmes d'eau douce ou à étendre le règlement européen sur la déforestation. Enfin, les partis politiques expriment unanimement **leur volonté de réorienter les subventions aux combustibles fossiles et autres subventions néfastes à l'environnement pour soutenir la transition** vers des politiques neutres en carbone et respectueuses de la nature qui ne laissent personne de côté.

Cependant, il existe une lacune notable lorsqu'il s'agit de s'engager sur des mesures spécifiques et réalisables. Cela fait craindre que, pour certains partis, l'engagement en faveur du Green Deal de l'UE ne soit que

des paroles plutôt qu'une véritable volonté politique. Un examen plus approfondi révèle que **certains partis refusent de manière récurrente de s'engager sur des délais à court terme, des budgets communs ou des objectifs contraignants** pour répondre aux ambitions affichées. Open Vld, cd&v et N-VA ne souhaitent pas voir d'objectifs contraignants dans un cadre de résilience climatique basé sur des solutions fondées sur la nature. De même, MR, Les Engagés et les trois partis flamands mentionnés précédemment estiment que l'UE devrait se limiter à fixer de grands principes pour un cadre commun de systèmes alimentaires. L'alignement des politiques maritimes sur le Green Deal ne devrait pas reposer sur des outils législatifs contraignants pour Open Vld, la N-VA et le MR. Certaines des **positions adoptées pourraient sérieusement compromettre les engagements internationaux de l'UE visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et à inverser la perte de biodiversité**. Cela vaut par exemple pour le **MR qui ne s'engage pas sur des objectifs contraignants pour mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles** ou pour le **rejet du MR, Open Vld, cd&v et N-VA à l'adoption d'objectifs contraignants en matière de biodiversité** pour atteindre les objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité. Avec des décennies d'engagements volontaires fragmentés qui n'ont pas réussi à atteindre l'échelle et le rythme nécessaires pour inverser la perte de biodiversité et réduire considérablement les émissions, il est **alarmant de constater que les partis libéraux et conservateurs continuent de refuser d'envisager des cadres contraignants communs** tels que la loi sur la restauration de la nature ou encore une future loi sur les systèmes alimentaires. Les prétendues questions de spécificités régionales ou de subsidiarité sont en réalité souvent abordées dans ces cadres et font obstacle à une voie claire et cohérente vers une société résiliente et saine pour l'Europe et ses États membres.

Les prochaines semaines et mois précédant les élections et la constitution d'une coalition appellent à un **débat ouvert et scientifique où les questions environnementales et climatiques seront considérées de manière connectée**, chacune ayant un impact sur les autres. Alors que 80 % des lois environnementales régionales et nationales découlent de cadres communs de l'UE, **les partis politiques belges doivent clarifier leurs positions sur certaines politiques critiques de l'UE et s'engager à agir** pour garantir que l'UE et ses États membres s'attaquent efficacement aux crises du climat et de la biodiversité à l'échelle et à la vitesse nécessaires. La prochaine Commission européenne devra donner la priorité au climat et à la nature, tout en veillant à ce que les communautés vulnérables, les producteurs et productrices responsables et les petites entreprises reçoivent un soutien adéquat pour participer à la transition.

INTRODUCTION

Il y a cinq ans, la Commission européenne a lancé le Green Deal, un plan audacieux visant à rendre notre société et notre économie plus résilientes, à inverser la perte de biodiversité et à atteindre la neutralité climatique. S'il est poursuivi, élargi et appliqué, le Green Deal protégera la nature, le climat, les citoyen-ne-s et les entreprises, offrant ainsi l'espoir d'un avenir meilleur.

À l'approche des élections européennes de 2024, le WWF vise à comprendre la position des partis politiques belges sur les politiques environnementales et climatiques au niveau européen et à donner aux électrices et électeurs des informations claires sur ce qu'elles et ils peuvent attendre de leurs futur-e-s représentant-e-s. Compte tenu de la gravité des défis sociaux, environnementaux, climatiques et géopolitiques actuels, ces élections revêtent une importance significative dans l'histoire de l'Union. Aujourd'hui plus que jamais, tous les partis politiques de l'UE doivent faire preuve de courage et d'ambition en prenant des mesures rapides contre la double crise de la biodiversité et du climat.

Est-ce que les partis politiques belges vont garder le Green Deal comme priorité politique pour les cinq prochaines années ? Vont-ils travailler de concert avec la nature pour renforcer l'autonomie et la résilience de l'Europe face aux événements climatiques extrêmes ? Vont-ils mobiliser les investissements publics et privés nécessaires pour mener une transition juste vers une Europe neutre en carbone et respectueuse de la nature ?

Découvrons-le !

MÉTHODOLOGIE

En décembre 2023, le WWF a identifié [les actions clés](#) que nos dirigeant·e·s politiques devraient mettre en œuvre au niveau européen au cours du prochain mandat politique, pour rendre notre société et notre économie plus résilientes et pour enrayer les crises de la biodiversité et du climat. Quelques mois plus tard, le bureau européen du WWF a envoyé un questionnaire aux dix partis politiques européens candidats aux élections européennes de 2024 afin d'évaluer leur position concernant nos propositions clés. En parallèle, le WWF-Belgique a envoyé un questionnaire aux partis politiques belges (qui sont membres des partis politiques de l'UE) et a réalisé sa propre analyse. Cette démarche a été reproduite dans 14 pays de l'UE¹. L'analyse suivante est basée sur les réponses recueillies par le WWF-Belgique auprès des partis politiques belges concernant leur positionnement par rapport aux politiques européennes. L'analyse du WWF sur les réponses des partis politiques européens peut être consultée [ici](#). Un aperçu des réponses et des commentaires des partis sur chaque question peut être consulté dans [le rapport complet](#).

Pour chaque question, les partis ont été invités à prendre position sur les propositions en choisissant entre trois options, représentant un degré plus ou moins élevé d'engagement en faveur de mesures susceptibles d'aider l'Europe à faire face aux crises de la biodiversité et du climat. De plus, pour chaque question, les partis ont eu la possibilité d'ajouter un commentaire afin de clarifier leurs positions. Tant les réponses que les commentaires écrits ont été pris en compte dans cette analyse.

Tous les partis belges invités² à répondre au questionnaire ont participé.

¹Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Suède

²Pour ce questionnaire, le WWF-Belgique a contacté les partis politiques suivants : cd&v (Christen- Democratisch en Vlaams), DéFI (Démocrate Fédéraliste Indépendant), Ecolo (Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales), Les Engagés, Groen, MR (Mouvement Réformateur), N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie), Open Vld (Open Vlaamse Liberalen en Democraten), PS (Parti Socialiste), PTB/PVDA (Parti du travail de Belgique/ Partij van de Arbeid van België), Vooruit. Le Vlaams Belang n'a pas été invité à participer au questionnaire. En effet, la mission du WWF est de construire un avenir dans lequel les humains vivent en harmonie avec la nature. Le Vlaams Belang s'oppose au consensus scientifique selon lequel une action urgente est nécessaire pour faire face aux crises de la biodiversité et du climat, et sans cette base, aucune conversation constructive sur les mesures nécessaires n'est possible avec eux. De plus, la durabilité ne concerne pas seulement la nature, l'environnement et le climat, mais aussi le bien-être de tous, quelle que soit leur origine. Nous luttons pour une société juste et inclusive dans laquelle tous les individus ont des chances égales et sont traités de la même manière. Les opinions du Vlaams Belang sur l'immigration et le multiculturalisme vont à l'encontre de ces principes car elles peuvent conduire à la discrimination et à l'exclusion de certains groupes de population.

ANALYSE

Climat et Green Deal européen

EU: quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Découvrez comment leurs engagements à l'UE se comparent aux propositions du WWF.

SUR LE CLIMAT ET LE "GREEN DEAL" EUROPÉEN:

	LES ENGAGÉS	PS	MR	ECOLO	PVDA/PTB	DÉFI
Maintenir et renforcer le Green Deal européen en tant que priorité absolue, tout en soutenant des législations européennes supplémentaires sur le climat et l'environnement.	✓	✓	✓	✓	!	✓
Fixer des échéances à court terme et juridiquement contraignantes pour mettre fin à l'utilisation du charbon, du gaz et du pétrole respectivement d'ici 2030, 2035 et 2040.	!	✓	✗	!	✓	✓
Adopter un nouveau cadre incluant des mesures législatives et non-législatives qui renforcent la résilience des écosystèmes européens pour protéger notre société des dangers liés au réchauffement climatique.	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Veiller à ce que les projets d'énergie renouvelable ne nuisent pas à la nature et à l'intérêt public en annulant l'abandon de la règle qui permet cette nuisance dans le Renewable Energy Directive de l'UE.	✓	✓	!	✓	✓	✓

SUR LE CLIMAT ET LE "GREEN DEAL" EUROPÉEN:

	CD&V	VOORUIT	OPEN VLD	GROEN	N-VA	PVDA/PTB
Maintenir et renforcer le Green Deal européen en tant que priorité absolue, tout en soutenant des législations européennes supplémentaires sur le climat et l'environnement.	!	✓	✓	✓	✗	!
Fixer des échéances à court terme et juridiquement contraignantes pour mettre fin à l'utilisation du charbon, du gaz et du pétrole respectivement d'ici 2030, 2035 et 2040.	!	!	!	!	!	✓
Adopter un nouveau cadre incluant des mesures législatives et non-législatives qui renforcent la résilience des écosystèmes européens pour protéger notre société des dangers liés au réchauffement climatique.	✓	✓	!	✓	!	✓
Veiller à ce que les projets d'énergie renouvelable ne nuisent pas à la nature et à l'intérêt public en annulant l'abandon de la règle qui permet cette nuisance dans le Renewable Energy Directive de l'UE.	✗	✓	✗	✓	?	✓

✓ S'aligne sur la proposition
! S'aligne partiellement sur la proposition
✗ Ne s'aligne pas sur la proposition
? Pas de réponse

Au cours du dernier mandat, le **Green Deal européen** est apparu comme une initiative révolutionnaire, jetant **les bases d'une réponse frontale aux crises de la biodiversité et du climat**. Il est crucial que cette vision soit non seulement maintenue, mais davantage développée, afin de garantir une action globale sur tous les fronts. **La N-VA est le seul parti belge à s'opposer au maintien du Green Deal comme boussole pour la prochaine législature. Tous les autres partis s'engagent à faire du Green Deal l'une des principales priorités politiques pour 2024-2029, et huit d'entre eux conviennent d'accroître son ambition et d'adopter de nouvelles législations.** Loin des récentes déclarations publiques appelant à une « pause réglementaire », ces résultats montrent que les partis politiques belges continuent de soutenir l'agenda du Green Deal. Au-delà des mesures en faveur des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs climatiques, les dirigeants politiques doivent élargir leur vision pour inclure, par exemple, la résilience climatique et garantir l'inclusion de tous les secteurs dans la transition. Cela inclut certainement les systèmes agricoles et alimentaires, très présents dans les réponses des partis à la suite des récentes manifestations du secteur agricole (voir section suivante).

Lorsqu'on leur demande de fixer une **date juridiquement contraignante pour l'élimination progressive des combustibles fossiles**, une forte majorité des partis interrogés acceptent de le faire. **Les partis, à l'exception du PS, du PTB/PVDA et de DéFI, s'abstiennent néanmoins de s'engager sur les dates cibles d'élimination du charbon d'ici 2030, du gaz d'ici 2035 et du pétrole d'ici 2040.** Les alternatives proposées varient d'un parti à l'autre et nombreux sont ceux qui soutiennent que des alternatives doivent être mises en place avant de fixer des dates butoirs pour les fossiles. Le WWF considère que les plans d'élimination progressive doivent aller de pair avec la stimulation et le développement des alternatives. Étant donné qu'une grande partie des subventions aux combustibles fossiles sont des mesures fiscales, cet argent peut être réorienté vers la promotion d'alternatives (voir dernière section). Une attention particulière doit être portée à garantir une transition juste, c'est-à-dire que tous puissent bénéficier des nombreux avantages de la transition.

En ce qui concerne le déploiement des énergies renouvelables en Europe, **les opinions de certains partis risquent d'opposer l'action climatique à la conservation de la nature.** Le MR soutient l'exemption actuelle de mener des consultations publiques et des évaluations d'impact environnemental pour certains projets d'énergies renouvelables, sur la base de la présomption d'un « intérêt public majeur ». **Le cd&v et l'Open Vld soutiennent même un assouplissement encore plus poussé des exigences environnementales et la N-VA rejette un cadre européen commun.** Selon le WWF, des exemptions générales pourraient entraîner des dommages environnementaux involontaires et contre-productifs au niveau de projets individuels, et risquer de réduire l'adhésion des communautés locales à ces projets. Par conséquent, les évaluations des risques environnementaux devraient être rétablies pour tous les projets d'énergie renouvelable, un point de vue soutenu par l'autre moitié des partis.

La majorité des partis soutiennent l'adoption d'un « **cadre de résilience climatique** », composé d'initiatives législatives et non législatives visant à renforcer la résilience des écosystèmes naturels afin d'intégrer les solutions fondées sur la nature dans toutes les politiques de l'UE. Les partis flamands **Open Vld, cd&v et N-VA ne soutiendraient que des mesures non législatives**, arguant que l'Europe ne devrait pas définir d'objectifs « descendants ». Cela fait écho aux positions de ces partis sur la loi sur la restauration de la nature – un cadre contraignant qui réhabiliterait les écosystèmes dégradés dans l'UE en vue d'accroître leur résilience climatique et celle de la société. Les députés européens du MR et des Engagés ont à leur tour sapé cette loi critique en s'abstenant, une position incompatible avec la vision soutenue ici. Un cadre de résilience climatique viserait à promouvoir des investissements intelligents dans plusieurs secteurs, notamment l'énergie, les transports, l'agriculture et la foresterie. Il se concentrerait sur la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature qui aident les villes et les zones rurales à s'adapter au changement climatique rapide, préservant ainsi le bien-être des citoyen-ne-s, des agriculteurs et agricultrices, de la pêche et des entreprises de l'UE. Le WWF conseille vivement aux partis de faire de ce cadre l'une des premières propositions législatives du prochain mandat, car négliger la nature augmente notre vulnérabilité et le fardeau financier dû aux événements climatiques extrêmes.

EU: quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Découvrez comment leurs engagements à l'UE se comparent aux propositions du WWF.

SUR LA NATURE:

	LES ENGAGÉS	PS	MR	ECOLO	PVDA/PTB	DÉFI
Augmenter les investissements européens et nationaux dans la nature et les personnes travaillant à la restauration de la nature d'au moins 50 milliards d'euros par an.	✓	✓	✓	✓	✓	!
Protéger les zones naturelles en transformant les engagements volontaires inefficaces en objectifs juridiquement contraignants pour tous les pays de l'UE.	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Accélérer les efforts pour remettre les rivières, les lacs et les eaux souterraines en bon état, selon la <i>Water Framework Directive</i> .	✓	✓	✓	✓	✓	!
Protéger les écosystèmes océaniques en alignant toutes les politiques maritimes de l'UE sur les objectifs existants en matière de climat et de biodiversité.	✓	✓	✗	✓	✓	!
Étendre la loi européenne sur les produits « zéro déforestation » aux zones boisées telles que les savanes, en plus des forêts tropicales.	✓	✓	?	✓	✓	✓

SUR LA NATURE:

	CD&V	VOORUIT	OPEN VLD	GROEN	N-VA	PVDA/PTB
Augmenter les investissements européens et nationaux dans la nature et les personnes travaillant à la restauration de la nature d'au moins 50 milliards d'euros par an.	!	!	!	✓	!	✓
Protéger les zones naturelles en transformant les engagements volontaires inefficaces en objectifs juridiquement contraignants pour tous les pays de l'UE.	✗	✓	✗	✓	✗	✓
Accélérer les efforts pour remettre les rivières, les lacs et les eaux souterraines en bon état, selon la <i>Water Framework Directive</i> .	!	✓	!	✓	!	✓
Protéger les écosystèmes océaniques en alignant toutes les politiques maritimes de l'UE sur les objectifs existants en matière de climat et de biodiversité.	✓	✓	!	✓	!	✓
Étendre la loi européenne sur les produits « zéro déforestation » aux zones boisées telles que les savanes, en plus des forêts tropicales.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

✓ S'aligne sur la proposition
! S'aligne partiellement sur la proposition
✗ Ne s'aligne pas sur la proposition
? Pas de réponse

Le WWF a interrogé les partis sur les moyens budgétaires et législatifs nécessaires pour faire des objectifs biodiversité une réalité, ainsi que sur leurs positions concernant l'eau douce, les océans et notre empreinte sur les écosystèmes mondiaux.

Les réponses montrent le soutien de tous les partis interrogés en faveur d'une **augmentation du financement des solutions fondées sur la nature aux niveaux européen et national**. Cela inclut l'**engagement du MR, des Engagés, du PS, d'Ecolo, de Groen et du PTB/PVDA de combler le « déficit de financement de la biodiversité » en investissant €50 milliards par an** pour atteindre les objectifs de la Stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030. Un regard sur le baromètre des élections réalisé par [Canopea](#) auprès des partis francophones révèle cependant que **le MR ne considère pas le financement de la biodiversité comme une priorité au niveau régional et fédéral** (cf question 7). Nous ne pouvons que supposer que le parti s'attend à ce que tous les efforts proviennent des budgets européens.

Les points de vue sont très contrastés concernant la rigueur des **mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs biodiversité fixés pour 2030**. **Open Vld, cd&v, N-VA et MR souhaitent conserver des engagements volontaires plutôt que** de traduire la stratégie 2030 pour la biodiversité et le cadre mondial pour la biodiversité en **objectifs juridiquement contraignants**. Pourtant, les engagements volontaires n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés dans le passé. De nombreux États membres, dont la Belgique, sont notamment très en retard sur leurs engagements nationaux en matière d'aires protégées, bien que la date limite soit fixée à la fin 2022.

À ce jour, **60 % des rivières et lacs européens ne sont pas en bon état**. Dans le cadre de la directive-cadre sur l'eau douce (DCE), les États membres se sont engagés à remettre en bonne santé toutes les voies d'eau douce d'ici 2027. Toutefois, ils n'ont pas réussi à mettre en œuvre des mesures efficaces. Face à cet échec, **tous les partis belges continuent de soutenir les objectifs de la DCE** et la plupart conviennent d'augmenter la redevabilité des gouvernements nationaux pour réhabiliter les écosystèmes d'eau douce. **Malgré l'urgence DéFI, Open Vld, cd&v et N-VA demandent plus de temps et de flexibilité** pour atteindre ces objectifs.

Tous les partis, à l'exception du MR, soutiennent l'alignement des politiques marines sur le Green Deal européen, avec un large soutien du PS, de Vooruit, des Engagés, du cd&v, d'Ecolo et de Groen pour adopter une nouvelle législation à cet effet. Malgré le fait que la Belgique se profile volontiers comme un « Blue Leader » sur la scène internationale, l'Open Vld et la N-VA ne soutiennent pas la traduction de cette ambition en instruments juridiquement contraignants au niveau européen. Le MR ne considère pas cela comme une priorité. On peut lire cette réponse également à travers le prisme du soutien à l'exploitation minière des grands fonds marins : Open Vld, N-VA, MR et cd&v étant favorables à cette pratique considérée par [de nombreux scientifiques comme un risque pour la biodiversité marine et la capacité de l'océan à stocker le carbone](#).

En 2023, l'UE a adopté une loi révolutionnaire pour mettre fin à la déforestation importée, une étape cruciale dans la lutte contre la crise de la biodiversité et du climat. À l'avenir, les décideurs politiques auront l'occasion d'élargir le champ d'application de cette loi pour **interdire les importations de produits liés non seulement à la destruction des forêts, mais aussi à la dégradation d'autres écosystèmes boisés tels que les savanes** (par exemple le Cerrado brésilien), les prairies et les zones humides. À la question s'ils s'engagent à une telle révision, **tous les partis interrogés ont répondu par l'affirmative, tandis que le MR n'a pas pris position**.

Systemes alimentaires durables

EU: quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Découvrez comment leurs engagements à l'UE se comparent aux propositions du WWF.



SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES:

	LES ENGAGES	PS	MR	ECOLO	PVDA/PTB	DEFI
Adopter de nouvelles lois fixant des objectifs clairs, quantitatifs et fondés sur la science pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire durable.	!	✓	!	✓	✓	✓
Révision de la Politique Agricole Commune (PAC) en accord avec la stratégie Farm To Fork et avec le Green Deal européen et soutenir financièrement les agriculteurs dans l'adoption de pratiques durables.	!	✓	?	✓	!	!
Mettre fin à la surpêche en appliquant pleinement la Politique Commune de la Pêche de l'UE, et mettre en place une gestion des pêches basée sur les écosystèmes.	✓	✓	✓	✓	✓	✓



SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES:

	CD&V	VOORUIT	OPEN VLD	GROEN	N-VA	PVDA/PTB
Adopter de nouvelles lois fixant des objectifs clairs, quantitatifs et fondés sur la science pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire durable.	!	✓	!	✓	!	✓
Révision de la Politique Agricole Commune (PAC) en accord avec la stratégie Farm To Fork et avec le Green Deal Européen et soutenir financièrement les agriculteurs dans l'adoption de pratiques durables.	!	✓	✓	✓	!	!
Mettre fin à la surpêche en appliquant pleinement la Politique Commune de la Pêche de l'UE, et mettre en place une gestion des pêches basée sur les écosystèmes.	✓	✓	✓	✓	X	✓



S'aligne sur la proposition



S'aligne partiellement sur la proposition



Ne s'aligne pas sur la proposition



Pas de réponse

© Text 2024 WWF. All rights reserved.

Les récentes manifestations des agriculteurs et agricultrices ont relancé les discussions sur la nécessité d'une transition dans le système agricole et alimentaire, y compris le droit à des revenus plus équitables pour ceux qui produisent notre nourriture. Les impacts du changement climatique et de la perte de biodiversité exacerbent cette situation. Les pêcheurs et pêcheuses de l'UE sont également confronté·e·s à une transition vers des pratiques écologiquement durables, socialement équitables et économiquement viables. Le système alimentaire actuel de l'UE ne parvient pas à protéger ceux et celles qui produisent nos aliments, les consommateurs et consommatrices ni l'environnement.

Pour influencer la manière dont l'UE produit et consomme ses aliments, **tous les partis interrogés reconnaissent la nécessité de s'attaquer à la dynamique du marché et d'impliquer plus activement les fabricants, les distributeurs et les consommateurs et consommatrices de produits alimentaires** dans la transition verte. Les **partis socialistes et verts ainsi que le PTB/PVDA soutiennent l'adoption d'une législation** sur les systèmes alimentaires durables, fixant des principes généraux et des objectifs quantitatifs contraignants pour y arriver, tandis que **les autres partis soutiendraient une législation définissant uniquement des principes généraux sans objectifs contraignants**.

Un résultat qui fait sourciller est l'approbation par les partis questionnés à **l'harmonisation de la politique agricole commune (PAC) de l'UE avec le Green Deal** dans ce questionnaire. En effet, tous expriment leur soutien à la révision des réglementations agricoles de l'UE afin de les aligner sur les objectifs climatiques et environnementaux énoncés dans la stratégie « Farm2Fork ». **Pourtant, les député·e·s européen·ne·s du MR, Open Vld, Les Engagés, cd&v et N-VA ont voté un affaiblissement général des mesures environnementales de la PAC en avril 2024**. Cela **révèle l'incohérence flagrante** des actions des décideurs et décideuses politiques de l'UE et des gouvernements nationaux, qui démantèlent à la hâte les mesures de protection de l'environnement pour offrir des solutions rapides aux préoccupations du secteur agricole. Mais cela est erroné dans la mesure où les mesures environnementales ne sont pas à l'origine des problèmes exprimés par le secteur. Au lieu de cela, l'UE doit établir une vision 2050 pour des systèmes alimentaires durables afin de fournir une orientation claire et d'assurer la cohérence entre les politiques liées à l'alimentation.

Les subventions à la superficie et à la production ont un impact négatif sur l'environnement. Elles ont également une influence non significative, voire négative, sur la productivité agricole dans la mesure où elles étouffent l'innovation, ralentissent le changement structurel et générationnel et sapent la résilience. Réorienter ces fonds pour soutenir le secteur agricole dans sa transition vers des pratiques agroécologiques serait la mesure la plus efficace pour promouvoir un modèle social et vert de la PAC. Seuls **les verts, les socialistes et l'Open Vld soutiennent la suppression progressive des paiements directs à la surface et à la production** de la PAC. **Les Engagés et le PTB/PVDA** ne sont pas d'accord avec la suppression des paiements directs mais **souhaitent des paiements plus équitables pour les petites exploitations agricoles**. Le MR n'a pas soumis de réponse et partage une vision différente d'une « agriculture à haute intensité écologique ».

Tous les partis, à l'exception de la N-VA, conviennent que la mise en œuvre de la politique commune de la pêche (PCP) doit être accélérée pour enfin **mettre fin à la surpêche et renforcer les pratiques de pêche à faible impact**. La N-VA estime quant à elle qu'il faut s'éloigner des « objectifs théoriques irréalistes » et qu'« un nouvel équilibre doit être trouvé entre la pêche et la politique environnementale ». Début 2024, le Parlement européen a adopté une vision globale sur l'avenir de la PCP, suggérant que la meilleure façon de remédier à l'échec de l'UE à atteindre les objectifs de la PCP – comme mettre fin à la surpêche ou minimiser la pratique de rejet des captures indésirées – est de s'en débarrasser complètement. Le WWF constate un manque de mise en œuvre des politiques marines de l'UE. Il est temps pour l'UE d'établir un cadre juridique global pour toutes les politiques bleues afin de remédier enfin à l'incohérence entre les lois sur la nature, la pêche et le climat. Le WWF appelle ainsi à un « Ocean Deal » ambitieux et global.

Réforme fiscale verte et transition juste

EU: quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Découvrez comment leurs engagements à l'UE se comparent aux propositions du WWF.

SUR LA RÉFORME FISCALE ÉCOLOGIQUE ET LA TRANSITION JUSTE:

	LES ENGAGÉS	PS	MR	ECOLO	PVDA/PTB	DÉFI
Réorienter les subventions européennes et nationales aux combustibles fossiles et autres activités nuisibles à l'environnement vers la transition verte à travers de nouvelles législations.	✓	✓	!	✓	✓	✓
Promouvoir les investissements durables en offrant plus d'options lors de la classification des activités économiques dans le cadre de la taxonomie de l'UE, clarifiant la différence entre 'intermédiaire', 'non-durable' et 'durable'.	✓	✓	X	✓	✓	X
Garantir une transition juste et équitable en investissant massivement dans les programmes d'économie d'énergie, de rénovation et de reconversion/réemploi.	✓	✓	✓	✓	✓	✓

SUR LA RÉFORME FISCALE ÉCOLOGIQUE ET LA TRANSITION JUSTE:

	CD&V	VOORUIT	OPEN VLD	GROEN	N-VA	PVDA/PTB
Réorienter les subventions européennes et nationales aux combustibles fossiles et autres activités nuisibles à l'environnement, vers la transition verte à travers de nouvelles législations.	✓	✓	✓	✓	!	✓
Promouvoir les investissements durables en offrant plus d'options lors de la classification des activités économiques dans le cadre de la taxonomie de l'UE, clarifiant la différence entre 'intermédiaire', 'non-durable' et 'durable'.	X	✓	!	✓	X	✓
Garantir une transition juste et équitable en investissant massivement dans les programmes d'économie d'énergie, de rénovation et de reconversion/emploi.	X	✓	✓	✓	X	✓

✓ S'aligne sur la proposition
! S'aligne partiellement sur la proposition
X Ne s'aligne pas sur la proposition
? Pas de réponse

© Text 2024 WWF. All rights reserved.

Pour réaliser la transition, l'UE doit donner la priorité à une refonte fondamentale de son économie. Garantir **des investissements à grande échelle provenant de sources publiques et privées** est essentiel pour que l'Europe puisse intégrer tous les secteurs de l'industrie et la population en général dans la transition verte, tout en s'attaquant aux inégalités sociales et en donnant la priorité au soutien des communautés les plus vulnérables. Sans transition socialement juste et sans fonds suffisants pour y parvenir, l'UE risque de ne pas atteindre ses objectifs de durabilité et de compromettre le bien-être de ses citoyen-ne-s.

Une piste d'investissement importante réside dans **la réaffectation des subventions aux combustibles fossiles** et d'autres formes de subventions nuisibles à l'environnement. Au lieu d'allouer des milliards d'euros à des activités qui nuisent à la nature et aggravent la crise climatique, les États membres et l'UE devraient utiliser l'argent des contribuables pour soutenir la transition vers des politiques neutres en carbone et positives pour la nature. Tous les partis belges se disent prêts à réorienter les subventions néfastes à l'environnement, **la plupart des partis – à l'exception du MR et de la N-VA – s'engagent à inscrire cette réorientation dans la loi.**

Dans le domaine des investissements privés, la **taxonomie de l'UE est cruciale pour canaliser les capitaux et les investissements vers des entreprises écologiquement responsables.** Ce système est encore en train de définir les activités économiques « durables », « intermédiaires » et « non durables ». Sept partis – **Open Vld, PS, Vooruit, Les Engagés, PTB/PVDA, Ecolo et Groen – s'engagent à affiner le classement actuel** en trois catégories selon un système de « feux tricolores ». MR, cd&v, DéFI et N-VA ne souhaitent pas réviser la taxonomie actuelle.

Une troisième proposition clé consiste à lancer **de nouveaux investissements publics pour favoriser une transition verte et sociale.** **À l'exception du cd&v et de la N-VA qui souhaitent gérer les subventions au niveau régional, les partis interrogés se montrent favorables au lancement de programmes d'investissement européens supplémentaires à grande échelle** similaires à la facilité pour la reprise et la résilience. De tels programmes soutiendraient le développement d'infrastructures propres, garantiraient l'accès à une énergie abordable et renouvelable et contribueraient à la reconversion et à la formation de la main-d'œuvre européenne.



La conservation de la nature au service des
humains et du monde sauvage.
www.wwf.be

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund for Nature © "WWF" est une marque déposée. • E.R. :
Déborah Van Thournout • WWF-Belgique • Bd E. Jacquain 90 • 1000 Bruxelles • Tél. 02 340 09 22 •
supporters@wwf.be

Pour plus d'informations

Amandine Sauvage
Elections Advocacy Campaign
Officer
amandine.sauvage@wwf.be